

DIAL 2294

AMÉRIQUE LATINE - Quel 5ème centenaire en l'an 2000 ? Anniversaire de la « découverte » ou de la « résistance indigène »

Beauty Lupiya, déclaration du mouvement : « Brésil, 500 ans de résistance indigène, noire et populaire »

samedi 1er mai 1999, mis en ligne par [Dial](#)

Bien des débats qui ont eu lieu en 1992 à propos de la célébration du 5ème centenaire de la « découverte » de l'Amérique selon les uns, et de la « résistance » indigène selon les autres se reproduisent actuellement au Brésil. Le 22 avril 1500, le Portugais Pedro Alvares Cabral abordait sur la plage au sud de Bahía. Le Brésil tombait du même coup sous la domination du Portugal. D'autres tentatives plus éphémères de colonisation eurent lieu de la part de la France, de l'Angleterre, de la Hollande. Ce n'est qu'en 1822 que le Brésil sera proclamé indépendant, ce qui n'abolira pas pour autant la domination dont ses premiers habitants amérindiens ainsi que les Noirs importés d'Afrique étaient victimes. Aujourd'hui, les populations indiennes et noires sont sur-représentées parmi la population pauvre et marginalisée du Brésil. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la célébration du 5ème centenaire suscite de vifs débats. Le premier article ci-dessous, rédigé par Beauty Lupiya, a été diffusé par IPS le 1er mars 1999. Le second est une déclaration du mouvement : « Brésil, 500 ans de résistance indigène, noire et populaire ».

Les indigènes ne célébreront pas l'anniversaire de la « découverte »

Boa Vista, Brésil.

Les nombreuses communautés indigènes du Brésil s'opposent à la célébration, en l'an 2000, du 5ème centenaire de la « découverte » de ce pays par des explorateurs européens.

Chaque jour, de grandes horloges digitales placées le long des routes qui mènent aux villes, rappellent aux voyageurs le décompte des jours avant la commémoration de l'arrivée de l'explorateur portugais Pedro Alvares Cabral, le 23 avril 1500. Les indigènes affirment que leur situation n'a fait qu'empirer depuis la « découverte » du Brésil par Cabral. Ils qualifient d'insensés les projets du gouvernement pour la célébrer. « Il n'y a absolument rien à célébrer » dit, à Panos, Jerónimo Pereira da Silva, membre de la tribu makuxi, située dans la forêt amazonienne.

Pereira da Silva est membre de l'organisation « Commission indigène 500 ans », qui demande au gouvernement d'annuler un grand festival prévu en 2000 pour commémorer l'événement. Des groupes indigènes de tout le Brésil ont critiqué les projets, rappelant que des millions de leurs ancêtres furent assassinés depuis le jour où Cabral débarqua sur le sol brésilien.

Lors d'un acte de protestation récent, la tribu des Pataxo (Nordeste) a menacé d'envahir la zone de Coroa

Vermelha - Santa Cruz de Cabralia - où Cabral a débarqué, revendiquant les terres pour le royaume du Portugal.

Le gouvernement ne semble pas décidé à faire marche arrière. Brasilia a officiellement déclaré Coroa Vermelha territoire indigène. Il veut y construire, avec le Portugal, un « musée de la découverte et de la colonisation ». Les indigènes rejettent cette idée et disent qu'ils expulseront de cette zone des centaines de commerçants si ce projet n'est pas écarté.

« Pour nous, cette commémoration symbolise la violation continuelle de nos droits. Elle légitime l'impunité de tous les massacres, tueries et autres crimes commis depuis la découverte », souligne une lettre de protestation de la Commission. Une copie de cette lettre a été adressée à la FUNAI, la fondation gouvernementale chargée des affaires indigènes.

À son arrivée à ce qui est devenu le Brésil, Cabral fit savoir qu'il y avait plus de 5 millions d'indigènes appartenant à 970 tribus dispersées sur tout le territoire. Par la suite, les conflits pour la terre entre indigènes et colonisateurs européens, qui durent encore, réduisirent la population native à 325 000 individus, appartenant à 215 tribus seulement.

La Constitution de 1988 garantit aux indigènes le droit à la terre traditionnellement habitée par leurs ancêtres. Selon la loi, ces territoires doivent être protégés et délimités comme des zones indigènes. Mais le processus s'est mis en place lentement et les conflits territoriaux sont fréquents. Chercheurs d'or, paysans, forestiers, chasseurs et pêcheurs se trouvent parmi les colonisateurs qui exploitent les riches ressources naturelles de ces terres. Selon la Constitution, les terres indigènes contestées auraient dû être délimitées en 1993, et les propriétaires non indigènes auraient dû recevoir une indemnité financière.

En fait, sur les 556 zones indigènes du pays, 201 n'ont pas encore été délimitées, 176 d'entre elles se trouvant dans la forêt amazonienne. « Comme il n'y a pas suffisamment d'argent pour indemniser les propriétaires, la démarcation reste lettre morte. Il y a donc beaucoup d'occupants dans ces zones. Délimiter les terres indigènes n'est pas un processus facile » dit Walter Blos, directeur de la FUNAI de Boa Vista, ville de la forêt de l'État de Roraima, au nord. La majeure partie des habitants indigènes se trouvent réunis dans les États de Roraima et d'Amazonie.

Selon Blos, depuis 1988, dans le seul territoire indigène de San Marcos, près de la frontière vénézuélienne, 32 conflits pour la terre entre indigènes et Blancs ont éclaté. Il ajoute que ces conflits ont eu lieu bien que la FUNAI ait dépensé 1,7 million de dollars pour indemniser les 70 fermiers qui s'étaient installés dans la zone. Selon l'estimation de Blos, le gouvernement devrait consacrer 5,7 millions de dollars pour que cessent les conflits dans le Roraima. « Cela devrait régler tous les problèmes. Les indigènes veulent qu'on respecte leur dignité. Ils ne cherchent qu'à récupérer leurs terres perdues, mais les occupants ne s'avouèrent pas vaincus sans indemnité », ajoute-t-il.

À travers tout le pays, ces dernières années, il y a eu d'innombrables conflits liés aux indigènes. En 1992, un dirigeant yanomami fut assassiné par des chercheurs d'or dans le Roraima, près de la frontière du Venezuela. En 1993, les chercheurs d'or envahirent les terres des Yanomami et tuèrent 16 indigènes.

À Brasilia, le groupe indigène CAPOIAB a annoncé qu'il organiserait une marche de protestation avec 2 000 indigènes, sur Santa Cruz de Cabralia, pour rappeler le 5ème centenaire de l'arrivée de Cabral dans ce pays. Outre le « génocide systématique » subi par les indigènes, CAPOIAB rappelle qu'ils souffrent également de maladies et qu'ils n'ont pas accès à l'école.

Selon les indigènes, plus de la moitié des communautés indigènes dépendent de l'aide alimentaire du gouvernement par le biais d'un programme commencé il y a deux ans. Quand fut lancée l'initiative, seuls 37 350 indigènes faisaient appel au gouvernement pour recevoir de la nourriture. Aujourd'hui ils sont 173 626. Mais la distribution de nourriture revient trop cher dans les États d'Amazonie et de Roraima où les villages sont isolés. Les indigènes gagnent leur vie grâce à la chasse, la pêche et la vente d'artisanat aux touristes qui visitent les parcs nationaux voisins.

Cependant, le gouvernement maintient ses projets pour célébrer l'anniversaire. Au moins cinq sites Internet ont été ouverts pour lancer l'événement et une commission spéciale créée pour étudier de nouvelles idées. À ce jour, la commission a approuvé 150 projets, dont des expositions artistiques, des lancements de livres, des spectacles de cinéma et de vidéos et des traversées en bateau jusqu'à Santa Cruz de Cabralia.

Le mouvement « Brésil : 500 ans de résistance indigène, noire et populaire »

Le 22 avril 2000 s'approche : il nous faudra alors réfléchir sur le jour où, 500 ans plus tôt, un groupe armé de Portugais aborda ces terres avec l'intention de les annexer en tant que territoire colonial.

C'est là que, depuis plus de 40 000 ans, vivaient au moins 5 millions de personnes appartenant à près de 970 peuples différents. C'étaient les légitimes propriétaires de ces territoires. Ils possédaient tout sauf les anticorps capables de les protéger contre les maladies européennes, les armes mortelles fonctionnant avec la poudre et le plomb, et la poussée de violence, d'exploitation, de destruction et de pillage. C'est là ce qu'apportait ce groupe d'hommes malades, en haillons, qui débarqua voilà cinq siècles sur la plage de ce qui est devenu aujourd'hui la Cabralia, au sud de Bahía. Ils prétendaient qu'ils « découvraient un nouveau monde » et qu'ils apportaient sur ces terres leurs idéaux de civilisation, de progrès et d'évangélisation.

C'est alors que commença l'expansion de l'Ancien monde, semant brutalement et méthodiquement la mort sur ces terres, détruisant tout et tous ceux qui étaient sur son chemin.

Ce 22 avril 1500 reste un jour mythique, fondateur d'une histoire violente et inhumaine qui se poursuit jusqu'à nos jours.

Notre lecture historique

Nous, peuples indigènes, mouvements noirs, mouvements sociaux et entités associées au mouvement « Brésil : 500 ans de résistance indigène, noire et populaire », faisons une lecture de notre histoire depuis un lieu bien défini : celui des hommes qui ont souffert et lutté contre les spoliations coloniales et l'exploitation de classe subies en tant que damnés de la terre, des périphéries des grandes villes et de l'histoire officielle.

Nous ne croyons pas à une histoire écrite par les classes dominantes qui se présentent elles-mêmes comme les seuls protagonistes, vainqueurs incontestables, produisant tous les héros d'une vision mystificatrice et fautive du processus historique. Nous voulons, par notre mouvement, démythifier la machine du mensonge officiel et révéler la vérité historique vécue par les peuples indigènes, les peuples noirs réduits en esclavage, les classes sociales et les secteurs populaires exploités et exclus :

- la vérité des peuples indigènes victimes, tout au long de ces 5 siècles, d'un continu processus d'extermination et d'abandon, malgré les luttes héroïques et inégales qu'ils n'ont cessées de mener - et qu'ils poursuivent encore - pour préserver leurs territoires, leurs cultures, leurs identités, leurs religions, leurs projets de vie ;

- la vérité des peuples africains qui, faits prisonniers, violemment arrachés à leurs terres, furent déportés ici. Pendant près de 400 ans ils connurent dans ce pays l'outrage d'un système de production condamné par l'histoire. Protagonistes d'actions héroïques, ils fondèrent ici des territoires libres - les *quilombos* - vivantes preuves de l'affirmation de la dignité de l'homme et des luttes menées jusqu'à nos jours par les entités noires face à un pouvoir inique ;

- la vérité des secteurs populaires qui n'ont cessé de lutter pour changer le cours de notre histoire, cherchant à construire une société juste et fraternelle. Les secteurs populaires furent les protagonistes essentiels des luttes récentes contre la dictature militaire et contre l'implantation du modèle néolibéral.

Aujourd'hui, la lutte pour la réforme agraire et la lutte contre le chômage de masse sont deux de ses plus importants combats pour l'émergence d'une société nouvelle.

Durant la difficile construction de la société brésilienne, pendant ces 500 ans, la violence a toujours été présente, sous différents aspects. De même, les exemples de générosité, de créativité, de volonté de construire un territoire libre et indépendant ainsi qu'une société juste et humaine ont toujours existé. C'est l'apport des peuples indigènes, des peuples noirs esclaves et des secteurs populaires. Ce sont eux, aujourd'hui encore, qui continuent à nous prouver qu'il est possible de transformer la vie et la société pour le bien de tous.

À travers notre mouvement, nous voulons exposer notre désaccord clair et transparent à propos des commémorations officielles. Elles vont célébrer 500 ans de construction d'une nation qui se veut unie et harmonieuse, soi-disant bâtie grâce à la « contribution volontaire » des peuples indigènes, des Africains « déplacés » et des Blancs européens. Ces commémorations officielles ont gommé la notion de conflit, aujourd'hui comme par le passé. Pour nous, au contraire, cette notion est centrale dans notre histoire comme dans notre présent, et elle se projette vers le futur.

La brutalité du génocide indigène mené par l'entreprise coloniale est responsable de l'extermination de peuples entiers. La barbarie de la société esclavagiste qui dépouilla les peuples africains, sacrifiant et dispersant familles et communautés, la cruauté atroce qui frappait et frappe tous les jours les secteurs populaires définissent une des sociétés les plus inégalitaires de la planète : la société brésilienne. Toutes ces réalités historiques ne peuvent être comprises sans la notion centrale de conflit, conflit entre peuples, entre classes, entre idéologies, entre conceptions de la vie, du monde, de l'humanité. Conflit entre des visions de notre histoire.

Nos célébrations

Notre mouvement « Brésil : 500 ans de résistance indigène, noire et populaire », veut commémorer cet anniversaire, mais pour célébrer les victoires gagnées au long des siècles, à travers les luttes collectives, à travers les initiatives populaires riches en héros anonymes qui n'auront jamais leur nom inscrit dans les livres d'histoire. Oui, nous allons célébrer les victoires qui nous coûtèrent tant de sang et de martyrs, tant de souffrances et d'espoir dans le cœur des gens qui n'avaient rien que leur foi en un monde meilleur pour se battre.

Oui, nous allons célébrer les victoires et les déroutes d'un combat toujours inégal : d'un côté la richesse, le pouvoir, les armes, le mépris de la vie et l'arrogance d'une classe ; de l'autre, la vie collective, le travail humain, la solidarité de classe, l'humanité et la générosité anonymes, l'espoir infini.

Dans le cadre de ces 500 ans, c'est aussi le futur que nous allons célébrer. Héritiers d'un passé de résistance et de luttes, nous avons la certitude, bien que tant d'inégalités et d'injustices demeurent, de construire un jour une société libre et juste, marquée par l'égalité et la fraternité, société idéale que nous cherchons et que tant d'autres ont cherchée avant nous.

Nos actions

Pour atteindre nos objectifs de contribuer à la réflexion et de célébrer la résistance indigène, noire et populaire au cours de ces 500 ans d'histoire brésilienne, nous nous engageons dans les actions suivantes :

- développer, dans tous les mouvements et entités auxquelles nous participons, un processus de réflexion, d'activités culturelles et de luttes ayant pour thème la problématique des 500 ans ;
- lancer, durant la semaine du 18 au 24 avril 1999, de manière simultanée et articulée, dans tout le pays, avec tous les mouvements sociaux qui s'y associeront, le mouvement « Brésil : 500 ans de résistance indigène, noire et populaire » ;
- pendant le mois d'avril 2000, réaliser différentes actions dans le sud de l'État de Bahía : une marche, un

acte œcuménique et un acte culturel, pour amener la société brésilienne à réfléchir sur ces 500 ans d'histoire du point de vue des indigènes, des Noirs et du mouvement populaire ;

- enfin, articuler notre mouvement aux luttes sociales existant dans le cadre local, régional et national, et l'ouvrir au plan international, tant en Amérique latine qu'en Europe, et tout particulièrement au Portugal.

Errata Dial D 2277

Les deux auteurs du texte « Une histoire d'oppression et de résistance : les Noirs au Brésil » sont Maria Madalena dos Santos o. p. et Paulo Sergio Contanheide Ferreira o. p., tous deux Noirs brésiliens, et non pas les deux personnes indiquées par erreur dans la présentation du dossier et qui étaient les auteurs d'une autre intervention au cours du même Colloque de Cochabamba.

Nous prions les auteurs et les lecteurs de nous en excuser.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2294.**

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : *IPS*, mouvement : "Brésil, 500 ans de résistance indigène, noire et populaire", mars 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.